

Les élections en Alsace (2017)

Jean-Marie Woehrling

Was sind die wichtigsten Aspekte der jüngsten Präsidentschafts- und Parlamentswahlen im Elsass? Es handelte sich zuvörderst um nationale Wahlen, so dass nationale Überlegungen naturgemäß eine herausragende Rolle spielten. Die spezifisch elsässischen Belange waren von untergeordneter Bedeutung. Dennoch lassen sich einige regionale Besonderheiten und Anliegen identifizieren. Ziel der folgenden Ausführungen ist es, das badische Leserpublikum mit den hiermit zusammenhängenden Fragestellungen vertraut zu machen. Dies soll in fünf Schritten erfolgen, wobei zunächst die politischen Hauptströmungen analysiert werden: Das Wahlergebnis der Regionalisten, des Front National, der Sozialisten und der Konservativen, bevor abschließend ein Résumé über den Rückhalt Emmanuel Macrons in der elsässischen Wahlbevölkerung gezogen wird.

Zusammenfassend lässt sich konstatieren, dass die regionale Problematik bei diesen Wahlen im Elsass von zweitrangiger Bedeutung geblieben ist. Die Debatte wurde durch nationale Themen und entsprechende Ablaufmuster bestimmt. Zahlreiche Elsässer manifestierten einen gewissen Skeptizismus sowohl gegenüber den alten wie den neu gewählten Mandatsträgern. Letztendlich kam es aber dennoch zu einer gewissen politischen Mobilisierung. Nach der Wahl haben sich die Debatten rund um das Thema »Notwendigkeit einer Revision der Regionalreform« vervielfacht. Zahlreiche politische Amtsträger haben sich für die Schaffung einer elsässischen Gebietskörperschaft mit einem besonderen Statut ausgesprochen, somit zugunsten einer Idee, die in der Zivilgesellschaft eine starke Unterstützung erfährt. Zu verweisen ist hier insbesondere auf regionale Assoziationen und Runde Tische, die die elsässischen Anliegen artikulieren. Die Probleme werden seitdem offener angesprochen und keiner der neu Gewählten kann es sich erlauben, den Anschein zu erwecken, sich dafür nicht zu interessieren. Trotz allem markieren somit die Wahlen vielleicht einen Wendepunkt, mit dem eine neue regionale Dynamik befördert wird.

Quelles sont les aspects remarquables pour l'Alsace des récentes élections présidentielles et législatives? Ce sont des élections nationales et par conséquent les considérations nationales ont joué un rôle prédominant. Les traits particuliers du vote alsaciens sont demeurés limités. Des caractéristiques et des préoccupations régionales peuvent cependant être distinguées. L'objet de la présente étude est de présenter celle-ci au public badois. En conclusion, la problématique régionale n'a pas été absente en Alsace de ces élections, mais elle restée secondaire. Le débat a été dominé par les thèmes et les comportements nationaux. Pour nombre d'Alsaciens, un certain scepticisme se manifeste tant à l'égard des anciens que des nouveaux élus. Mais finalement une mobilisation est là : depuis la fin des élections les débats autour de la nécessité de remettre en cause la réforme régionale se sont multipliés. Nombre de responsables politiques se ont prononcés pour la création d'une collectivité alsacienne à statut particulier, idée fortement soutenue dans la société civile par des associations régionalistes et des clubs de réflexion alsaciens. Les jeux sont davantage ouverts et aucun élu ne veut apparaître comme se désintéressant de ce sujet. Ces élections sont donc peut-être malgré tout le point de départ d'une nouvelle dynamique régionale.

Le vote régionaliste

Le courant régionaliste n'a guère réussi à exercer une empreinte sur les élections présidentielles en Alsace. En effet, les mouvements régionalistes alsaciens se sont divisés quant à l'attitude à adopter face aux élections présidentielles.

Une partie de cette mouvance a opté pour Emmanuel Macron dès le premier tour car celui-ci était le seul candidat à s'être déclaré clairement et fortement européen. Pour un Alsacien conscient de l'identité de l'Alsace, cet aspect est fondamental. Au passage, est-ce par hasard qu'on a vu fleurir sur les murs de la Ville de Strasbourg des affiches rappelant le mot de Pflimlin « je suis Européen parce que je suis Alsacien ». Pour un Alsacien, l'avenir de l'Europe est plus important même que l'avenir de l'Alsace. De plus, Macron était le meilleur rempart contre le Front national. Or, l'alerte a été chaude, le danger considérable. Impossible d'accepter de jouer avec le feu quand on a une conscience historique de ce qui s'est passé en 1933. Élu, Le Pen n'aurait pas hésité à faire un coup d'État et d'entraîner le pays dans une guerre civile. Face à cette menace, on ne pouvait s'abstenir.

Mais les proches du parti Unser Land ont refusé leurs voix à Macron même au 2^e tour et

ont préconisé l'abstention, le vote blanc ou nul, en raison de leur scepticisme à l'égard de Macron quant à son attention à la question régionale et plus particulièrement à la situation de l'Alsace? ; ils étaient également incrédules quant à la volonté de celui-ci de remettre en cause la « monarchie présidentielle » à la française. Ce jugement était fondé : Emmanuel Macron apparaît à bien des égards comme un centraliste qui concentre le pouvoir à l'Élysée.

Au plan des résultats du scrutin présidentiel au niveau régional, aucune de ces deux tendances ne se manifeste clairement. Le vote d'abstention, de blanc ou de nuls n'a été guère différent que dans le reste du pays (un peu plus de blancs et nuls et un peu moins d'abstention). Quant au vote Macron, il est un peu plus faible (5 points) que dans le reste du pays. Les appels des mouvements régionalistes ne se sont donc guère illustrés dans les urnes, face à d'autres facteurs plus déterminants.

Le courant régionaliste avait davantage de possibilité de se faire entendre dans le cadre des législatives. Le parti Unser Land a présenté des candidats dans toutes les circonscriptions. Lors des élections régionales de 2015, Unser Land avait obtenu environ 11 % des voix. Au premier tour des législatives les résultats ont été nettement moins bons : Unser Land totalise au premier tour 40 063 voix en Alsace, soit 28 000 voix de moins qu'en 2015 (environ 7 %). Un seul candidat a pu se maintenir au 2^e tour, où il a finalement été battu.

Peu de temps avant les élections, le parti Unser Land avait fait réaliser, par un institut professionnel de réputation nationale, un sondage qui révèle une sensibilité forte de la population alsacienne aux idées régionalistes : 84 % est hostile à la suppression de la région Alsace, plus de 80 % est favorable au maintien ou à un renforcement du droit local, plus de 80 % favorable à un renforcement de



Placard électoraux dans la campagne alsacienne.
Wahlplakate auf dem Land im Elsass.



Gérard Simler candidat « Unser Land » dans la circonscription de Selestat a pu se maintenir au 2^e tour mais a été battu.

Der Kandidat von »Unser Land«, Gérard Simler, gelangte noch in den 2. Wahlgang, musste sich dann aber geschlagen geben.

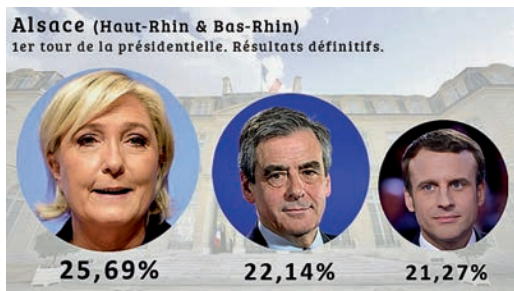
l'enseignement de l'allemand et du dialecte, 60 % favorable à l'adoption du drapeau alsacien « rot un wiss », 50 % se sent « Alsacien » ou « Européen » avant de se sentir « Français », etc. Ces convictions auraient dû logiquement se traduire par un vote plus fort pour les candidats Unser Land, seuls à représenter cette sensibilité dans les élections législatives. Cela n'a pas été le cas : on touche ici à la racine du problème alsacien : une population qui a une forte identité mais qui est incapable de l'affirmer positivement et efficacement. Un tempérament de résignation : on aimerait, il faudrait, ... mais finalement les aspirations pro-

fondes restent enfouies dans le tréfonds des personnalités et ne se traduisent pas dans les actes ou dans les expressions électorales. Que manque-t-il ? Du courage ou tout simplement le sentiment profond de légitimité, la croyance dans la possibilité de faire prévaloir ses choix face à un pouvoir lointain ?

Il ya bien sûr aussi toujours une certaine peur devant un parti qualifié « d'autonomiste », une désignation qui, après la 2^e guerre mondiale, a été systématiquement déconsidérée. Beaucoup de médias ont systématiquement présenté Unser Land de manière négative et lui ont même attribué une orientation d'extrême droite ce qui est tout à fait inexact. Les orientations de Unser Land sont plutôt de centre gauche. Mais il suffit de défendre une identité régionale pour être soupçonné de « repli » et de « xénophobie ». Les Alsaciens se laissent manipuler par ces préjugés et ne sont donc pas encore prêts comme les Corses à tirer les conséquences électorales de leurs convictions profondes.

Le vote front National

Malheureusement, un fait marquant pour l'Alsace reste le fort vote Le Pen tant au 1^{er} et au 2^e tour : près de 26 % au 1^{er} tour en Alsace contre 21 % dans le reste de la France (Marine Le Pen étant en tête dans 636 communes alsaciennes) et encore au 2^e tour où Le Pen recueille 39 % des voix en Alsace contre 34 % dans la France entière. Certes, par rapport à la fin des années 1990, cette caractéristique alsacienne s'est fortement affaiblie? : L'Alsace n'est plus en tête. Son vote « Front National » est dans la moyenne de la partie Est de la France. De plus, les scores du front national s'effondrent en Alsace comme dans le reste de la France aux élections légis-



Les résultats du 1er tour des élections présidentielles en Alsace.

Wahlergebnisse im Elsass nach dem 1. Wahlgang der Präsidentschaftswahl.

latives : il n'y aura aucun élu Front national en Alsace.

On reste cependant frappé par l'importance de ce vote d'autant qu'il s'exprime de façon particulièrement forte dans les parties de la région les moins touchées par la francisation et la globalisation. Les villes ont voté Macron, les zones périurbaines Fillon et les campagnes ou les vallées Le Pen. Déjà au début des années 1990, des intellectuels alsaciens ont dénoncé l'explication anti régionale et anti allemande consistant à expliquer le vote Front National par la mentalité « germanique » de la population alsacienne. Au regard de l'importance de ce vote dans de nombreux départements « bien français » le côté ridicule d'une telle explication est désormais patent. On reste cependant abasourdi que des « bons Alsaciens » attachés à leur région, à l'Europe, à notre tradition humaniste, votent Front national en si grand nombre, alors que ce parti est anti régional, anti européen, et dépourvu de compassion pour les situations humanitaires. Les explications se trouvent, en Alsace comme dans le reste du pays, dans l'incrédulité d'une masse croissante de citoyens face aux partis traditionnels, dans le sentiment de dégradation de la situation économique et sociale et

dans l'inquiétude suscitée par une présence croissante d'étrangers.

En Alsace, le sentiment d'une dégradation correspond à une réalité forte : certes notre situation économique n'est pas plus mauvaise que dans d'autres parties du territoire, mais nous sommes partis de plus haut pour tomber plus bas et nous voyons que nos voisins de l'autre côté de la frontière, réussissent eux bien mieux. Le problème n'est pas seulement matériel : beaucoup de personnes ont le sentiment d'une crise d'ordre culturel. C'est à raison que l'on parle d'un sentiment de malaise identitaire : en Alsace, ce malaise est double? : il porte à la fois sur le niveau national et sur le niveau régional. Pour beaucoup d'Alsaciens complexés, le vote Front national leur donne la possibilité d'affirmer à la fois leur refus du système et leur fidélité à la France. À cet égard, ce vote retrouve les mêmes bases que le vote gaulliste? : rejeter le système des partis et critiquer le pays tout en se référant à une légitimité nationale? ; contester, tout en faisant appel à l'autorité. Pour faire baisser ce vote, les arguments rationnels sont sans effet et les accusations de racisme contre productifs. Il faut redonner aux populations concernées fierté et confiance. La prise de conscience régionale peut être un moyen important à cet égard. Malheureusement, cette élection présidentielle n'a guère été positive sur ce dernier plan.

Le vote socialiste ■

S'il est un résultat clair qui ressort de ces élections, c'est l'effondrement socialiste. Sans doute, le courant socialiste est traditionnellement faible en Alsace depuis la fin de la 2^e guerre mondiale. Cela tient notamment aux orientations centralistes et « laïcistes » de ce courant, qui est resté fondamentalement

« jacobin » et hostile aux particularités alsaciennes, malgré une brève ouverture au régionalisme entre 1985 et 1995. Cette faiblesse traditionnelle semblait cependant surmontée dans les grandes villes et notamment à Strasbourg qui est dirigée par une équipe socialiste. Mais l'effondrement du parti socialiste au plan national a aussi atteint l'Alsace. De plus, ce parti a été rendu premier responsable de la réforme régionale qui a supprimé la région Alsace.

Le résultat, c'est qu'il n'y a plus un seul député alsacien socialiste en Alsace. Au premier tour des élections présidentielles, le résultat du candidat socialiste était seulement de 5 % en Alsace, ce qui correspond d'ailleurs à la moyenne nationale. Aux législatives, les résultats étaient du même ordre sauf dans l'agglomération strasbourgeoise où cependant les deux élus socialistes n'ont pas été réélus. Ce parti avait encore deux sénateurs, mais Patricia Schillinger, sénatrice socialiste, a rejoint « La République en Marche » de Macron, de sorte qu'il ne subsiste plus qu'un seul parlementaire alsacien socialiste, le sénateur Jacques Bigot.

Le vote conservateur

L'Alsace est traditionnellement une terre conservatrice où les candidats centristes et de droite occupent la majorité des sièges tant au parlement que dans les instances locales. Cette prédominance est l'héritage de la forte influence chrétienne-démocrate et gaulliste qui a prévalu durant de nombreuses années. Les responsables politiques centristes et conservateurs sont aussi dans l'ensemble plus sensibles aux questions d'identité et de culture régionale que la gauche, même s'il s'agit souvent plus d'un attachement sentimental que d'une



Le dessinateur Piela montre une Alsace réunifiée qui cherche à refleurir.

Der Zeichner Raymond Piela zeigt ein wiedervereinigtes Elsass, das versucht, zu neuer Blüte zu gelangen.

véritable orientation politique suivie d'actions concrètes.

Au premier tour des élections présidentielles le candidat de la droite, François Fillon, a recueilli 26 % contre 20 % seulement dans le reste de la France. Il assure un meilleur score qu'Emmanuel Macron en Alsace où ce dernier n'a recueilli que 21 %. Mais aux élections législatives, les résultats ont été plus contrastés : au premier tour, les élus de la droite ont connu des résultats nettement moins favorables que les élus d'En marche au point que ces derniers paraissaient en mesure de s'emparer de la plupart des sièges de députés en Alsace, les candidats La République en marche (LRM) étant en tête dans 11 des 15 circonscriptions.

La situation s'est quelque peu rétablie en faveur des candidats conservateurs (« Les Ré-



Grande réunion post électorale à Sélestat pour demander le rétablissement d'une région Alsace.

In Schlettstadt findet nach der Wahl eine Veranstaltung statt, bei der die Wiederherstellung der Region Elsass verlangt wird.

publicains») au 2^e tour : entre les deux tours, ces derniers ont compris que le point faible des candidats soutenus par Macron était leur absence de sensibilité aux dossiers régionaux (la question de la suppression de la Région Alsace, la langue et la culture, etc.) Ils ont donc orienté leur campagne sur cet aspect et cela leur a permis dans un certain nombre de cas de rattraper leur manque de voix par rapport aux candidats de la République en Marche.

Contrairement à ce que l'on pouvait penser à l'issue du premier tour, les législatives de 2017 n'ont donc pas mis fin au particularisme électoral alsacien. Alors que la France dans son ensemble passe du « rose » (gauche) au « jaune » (Macron), l'Alsace reste majoritairement en « bleu », une droite traditionnelle cependant affaiblie. Avec 9 circonscriptions, la droite reste certes prépondérante, mais elle perd la situation de quasi-monopole qui était la sienne depuis des décennies en Alsace. Elle a désormais face à elle des concurrents LRM (macronistes) dans 6 circonscriptions – les 4 circonscriptions strasbourgeoises (dont Strasbourg-Campagne) ainsi que Haguenau et Mulhouse-Illzach.

Le courant de soutien à Emmanuel Macron en Alsace

Au 1^{er} tour Le candidat Macron a bénéficié de 21 % des voix en Alsace contre 24 % dans le reste de la France. Au 2^e tour des élections présidentielles, Emmanuel Macron a recueilli 61 % en Alsace contre 66 % dans l'ensemble de la France (mais 85 % à Strasbourg). On a vu que pour les élections législatives, les candidats de « La République en Marche » ont réussi à s'emparer de 6 sièges sur 15.

Au total, la vague macroniste a bien atteint l'Alsace, mais de façon moins forte que pour la moyenne française. Le point faible des candidats de La République en Marche a clairement été leur absence d'enracinement et de sensibilité régionale, alors qu'Emmanuel Macron lui-même se montre peu sensible aux thèmes régionaux et s'avère d'un style très parisien. Beaucoup d'électeurs alsaciens sont cependant sensibles à l'esprit de réforme incarné par Macron.

Un certain nombre d'élus « En marche » ont très vite saisi cette problématique et ont cherché après les élections à mieux se profiler sur les questions régionales. Ils pourraient à l'avenir devenir des concurrents sérieux des conservateurs pour la défense des sujets régionaux. Cette concurrence sera-t-elle bénéfique pour une meilleure prise en compte de ces sujets, l'avenir nous le dira.

Anschrift des Verfassers:
Jean-Marie Woehrling
15 rue des Orphelins
F-67000 Strasbourg
E-Mail: jmwoehrl@noos.fr